

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL

Dossier



367 ENTREPRISES MULTINATIONALES, DROIT PÉNAL ET DROITS HUMAINS

386

Tout juger à tout prix : la loi sur la justice
criminelle et le respect des victimes

Jean-Baptiste Thierry

389

Les nullités de procédure
après la loi du 23 juillet 2026

Christian Guéry

392

Le code des douanes, d'un âge à l'autre

M^e Vincent Courcelle-Labrousse



Lefebvre Dalloz

361 Éditorial

Vous avez dit « simplification » ?
 par Maud Léna

364 Au fil du mois

Corruption : la probité, de l'obligation individuelle à la culture administrative
 par M^e Éric Lanzarone 364

Justice pénale : les principaux textes attendus avant l'élection présidentielle
 par Jeanne Hollard 365

Billet littéraire

Mathieu Sapin, *En liberté*, Dargaud, 2026
 par Jean-Baptiste Thierry 365

367 Dossier ENTREPRISES MULTINATIONALES, DROIT PÉNAL ET DROITS HUMAINS



De l'imputation de la responsabilité pénale aux entreprises multinationales
 par Yves Mayaud 369

La compétence (de la loi et) des juridictions françaises
 par Thomas Herran 372

Du risque géopolitique au risque pénal international : les entreprises face aux crimes de masse
 par M^e Élise Le Gall 375

Le devoir de vigilance face au risque pénal : de l'outil de prévention au matériau probatoire
 par M^{es} Emmanuel Daoud et Claire Deniau 378

Les ONG et la société civile comme catalyseurs des poursuites pénales visant les entreprises multinationales
 par Dr Jelena Aparac et Chiara Gabriele 382

386 Pratiques

Tout juger à tout prix : la loi sur la justice criminelle et le respect des victimes par Jean-Baptiste Thierry.....	386
Les nullités de procédure après la loi du 23 juillet 2026 par Christian Guéry.....	389
Le code des douanes, d'un âge à l'autre par M ^e Vincent Courcelle-Labrousse.....	392

396 Jurisprudence

CRR 2 JUILL. 2026, N^{os} 22 EV 66 ET 21 EV 026

LEPRINCE, MIS ET THIENNOT : LE DOUTE À L'ÉPREUVE DE LA RÉVISION

par Dorothée Goetz Charlon 396

Infractions

PRESSE

L'exclusion anachronique mais persistante de la
délégation de pouvoirs en droit pénal de la presse
Crim. 23 juin 2026, n° 25-82.192 (F-B)
par Evan Raschel..... 400

Réouverture du délai de prescription en matière
de diffamation : inconstitutionnalité du régime
Cons. const. 12 juin 2026, n° 2026-1204/1205 QPC
par Thomas Besse..... 401

VIE PRIVÉE

Répression du *revenge porn* : consentir
à la transmission n'est pas consentir à l'enregistrement
Crim. 23 juin 2026, n° 25-82.188 (F-B)
par Pierre-François Laslier 403

Procédure pénale

DROIT DE NE PAS S'AUTO-INCRIMINER

La CEDH se prononce sur le refus de communiquer
la convention de déchiffrement d'un téléphone
CEDH 19 mai 2026, n° 23624/20,
Minteh c/ France
par Maxime Lassalle-Han 404

MINEURS

Rétroactivité *in mitius* de la présomption
d'incapacité de discernement
Crim. 24 juin 2026, n° 25-88.075 (F-B)
par Eudoxie Gallardo..... 406

NULLITÉ

Dépistage de stupéfiants par un APJA :
une nullité subordonnée à la démonstration d'un grief
Crim. 8 avr. 2026, n° 25-87.048 (F-B)
par Morgane Reif..... 407

PRESCRIPTION

Le temps et la plainte avec constitution de partie civile
Crim. 23 juin 2026, n° 25-87.950
par Marion Giroud..... 408

Peine et exécution des peines

CONDITIONS DE DÉTENTION

Recours judiciaire en indignité : office du juge d'appel
Crim. 30 juin 2026, n° 26-81.404 (FS-B)
par Éric Senna 412

MOTIVATION DES PEINES

Motivation de l'emprisonnement ferme :
le fond l'emporte sur la forme
Crim. 10 juin 2026, n° 24-86.126 (FS-B)
et n° 25-85.099 (FS-B)
par Jenny Frinchaboy..... 413

PEINE COMPLÉMENTAIRE

Violences sur un élève et contrôle de proportionnalité
de l'interdiction d'exercer une activité en lien avec des mineurs
Crim. 10 juin 2026, n° 25-85.413 (F-D)
par Florian Watier..... 415

Note à l'attention des auteurs

Les contributions proposées à l'AJ pénal sont adressées par courrier électronique (m.lena@lefebvre-dalloz.fr). Les articles des dossiers et pratiques comprennent environ 20 000 signes, espaces et notes comprises et les notes de jurisprudence n'excèdent pas 8 000 signes. Une réponse est apportée aux auteurs le plus rapidement possible, après avis du comité scientifique.